EN DÉPIT DES DIFFÉRENTES POLITIQUES

Les PME encore à la traîne

Les petites et moyennes entreprises (PME) finiront-elles un jour par décoller ? La question a été au centre d'un colloque international consacré aux défis qu'attendent les PME face à la mondialisation. Le diagnostic est sans appel : en dépit des différentes politiques menées en leur direction, les petites et moyennes entreprises n'arrivent toujours pas à connaître d'essor.

Nawal Imès Alger - (Le Soir) - Sans surprise aucune, le représentant du ministre de la PME et de l'Artisanat invité au colloque, organisé par l'Institut international de managment (INSIM), a passé en revue l'ensemble des mesures prises en direction des PME. Lesquelles mesures n'ont visiblement pas donné de résultat puisqu'aux dires de Rédha Hamiani, président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), le tissu des PME reste très peu développé et pas du tout intégré en Algérie.

Le numéro un du FCE explique cela par plusieurs facteurs, notamment le système centralisé qui a empêché l'émergence d'une culture d'entreprenariat et inhibé la capacité de prise de risques.

En dépit des mesures annoncées, Hamiani estime qu'il subsiste beaucoup de pratiques qui continuent de brider l'initiative qui font que «les petites entreprises restent petites, que les moyennes n'évoluent pas et que les grandes ne deviennent pas des championnes».

Le fait de continuer à percevoir les PME de manière négative, de considérer le privé comme suspect parce que trop souvent taxé de «familial» ou de peu «transparent» a fini par décourager beaucoup de porteurs de projets qui souffrent en plus de la méfiance d'une bureaucratie étouffante. Une réalité qui fera dire au numéro un du FCE qu'il faudra 30 ans pour arriver au million de PME. Et pourtant, ce ne sont pas les mesures en direction du secteur qui ont manqué. Pourquoi n'ont-elles pas marché.

Le président du FCE estime que ces politiques n'ont pas pris en considération le processus global de l'entreprenariat et que, pour une meilleure efficacité, il faut privilégier une approche de partenariat et de concertation.

Les mesures prises récemment en faveur de l'accompagnement des porteurs de projets, notamment l'installation d'antennes régionales chargées du «coaching» des jeunes promoteurs, pourraient, selon Hamiani, rebooster le secteur qui, selon lui, est à même de sortir l'Algérie du piège pétrolier.

N. I.

MISE À NIVEAU DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES EN ALGÉRIE

Des résultats encore loin des attentes

L'Agence nationale de développement de la PME (ANDPME) a traité, jusqu'à la fin de l'année 2008, plus de 341 demandes émanant des entreprises souhaitant adhérer au programme de la mise à niveau, initié par le ministère de la Petite et Moyenne entreprise et de l'Artisanat. Toutefois, 27 seulement ont pu bénéficier d'une mise à niveau, indique un document de cette agence. Ces résultats sont loin d'être satisfaisants au vu des défis qui attendent l'Algérie dans les années à venir.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Le même document indique que «747 PME/TPE ont exprimé leur souhait d'adhérer au programme national de mise à niveau. 422 PME/TPE ont formulé des demandes d'adhésion à ce programme».

Ces chiffres datent du 31 août 2008. Le directeur général de l'ANDPME, M. Moussaoui, affirme que 341 demandes ont été traitées soit par des opérations de pré-diagnostic, de diagnostic flash ou d'actions de mise à niveau. «Les résultats de l'ANDPME au 31/10/2008 ont porté sur 174 TPE qui ont bénéficié de diagnostics flashs, 167 PME ont bénéficié de pré-diagnostics. Ces actions ont porté sur l'organisation, le marketing, le système management de la qualité – ISO 9001, les coûts de production, la gestion des projets chantiers, la gestion de la production, les procédures de gestion et le système HACCP – ISO 22 000», ajoute le document.

Les secteurs concernés par les actions de mise à niveau des 341 demandes traitées, sont l'industrie manufacturière (46%), la construction (37%), la santé et l'action sociale (6%), le transport et la communication (5%), l'hôtellerie et la restauration (3%), l'immobilier et les services (2%) et enfin la pêche et l'aquaculture (1%).

Le coût total de cette opération de mise à niveau est de 64 millions de dinars. 38% des PME/TPE qui ont bénéficié du programme de mise à niveau de l'ANDPME sont localisées à l'est du pays contre 36% qui opèrent à l'ouest de l'Algérie. La région centre représente 23% des PME/TPE qui ont bénéficié des actions engagées dans le cadre du programme national de mise à niveau. La région sud vient en dernière position avec 3% des entreprises qui ont réussi à faire aboutir leur demande d'adhésion. En matière d'intermédiation financière, l'ANDPME a pris en charge le coût d'expertise des études technico-économiques et financières (ETEF), qui constituent la pièce maîtresse de la demande de crédit des PME auprès des banques. Grâce à la couverture MEDA, dont le but est justement de faciliter l'accès des PME aux financements bancaires des investissements, 58 entreprises ont pu décrocher des crédits depuis janvier 2008.

Quatre entreprises ont, par contre, vu leurs demandes rejetées contre 16 qui ont eu un avis favorable d'éligibilité auprès des banques qui ont été associées au programme national de mise à niveau. Un programme de formation de consultants à Alger et Oran est aussi inclus dans les actions de l'ANDPME qui organise également des séminaires de formation en faveur des PME.

Le nombre de séminaires organisés jusqu'à maintenant est de 21 et a réuni près de 200 PME participantes, a noté M. Moussaoui.

Des efforts restent encore à faire pour rendre les PME locales plus fortes en prévision de l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce, ont noté des participants à une journée d'information sur la certification des entreprises aux normes environnementales, tenue au début de cette semaine à Alger.

L. M.

DRAÂ BEN-KHEDDA

Des habitants du quartier Mouldiouane bloquent la RN 12

Les habitants de Moulidouane, un quartier situé à la périphérie ouest de l'agglomération urbaine de Draâ-Ben-Khedda, ont fermé la RN 12, dans le sens Tizi-Ouzou-Alger et vice-versa, une bonne partie de la matinée d'hier, au niveau de l'entrée est de la ville, à hauteur de l'usine Cotitex, provoquant l'arrêt de la circulation automobile durant de longues heures.

Parmi les protestataires qui demandent le rattachement de leurs demeures au réseau d'assainissement ainsi qu'à celui de l'AEP, figurent les bénéficiaires de terrains à bâtir. Porteurs de contrats de réservation depuis plusieurs années, ces derniers demandent la régularisation de leur situation par les services de l'administration foncière au niveau de la wilaya et de la commune. Des assurances leur ont été données par le chef de la daïra de Draâ-Ben-Khedda quant à la prise en charge, sous peu, de l'ensemble de leurs doléances. Ce qui a permis la levée du blocage de l'autoroute, aux environs de 15 heures, au grand soulagement des automobilistes dont les véhicules ont formé des files sur plusieurs kilomètres.

S. A. M.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES VÉHICULES INDUSTRIELS

60 millions de dollars d'exportation vers l'Afrique en perspective

L'Entreprise nationale des véhicules industriels (SNVI) prévoit, à terme, un chiffre d'affaires de 60 millions de dollars de recettes d'exportation vers des pays africains. Même si 50% de ces recettes sont déjà réalisés et que les 50% restants sont en cours de discussion, le problème du financement des opérations reste cependant patent.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Une délégation de 13 diplomates africains accrédités en Algérie a effectué hier une visite du site industriel de Rouiba de l'Entreprise nationale des véhicules industriels (SNVI).

Ces diplomates représentent les pays suivants : Angola, Afrique du Sud, Cameroun, Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali, le Nigeria, le Sénégal et le Tchad.

Selon C. K. Hugh-Tamakloe, le ministre conseiller à l'ambassade du Ghana et président du Club des diplomates africains en Algérie (CDAA), parrain de cette délégation, une telle visite constitue le prélude à un partenariat et des «rapports fructueux entre la SNVI et ses clients potentiels des secteurs public et privé africains» et contribue à «renforcer» la réalisation des objectifs du Nouveau partenariat pour le développement en Afrique (Nepad).

Des rapports commerciaux déjà fructueux et forts puisque la SNVI exporte 260 produits tels que des autocars et autobus notamment vers le Gabon et le Sénégal. Ce qui représente, selon le directeur général de la SNVI, Mokhtar Chahboub, un chiffre d'affaires déjà réalisées de 30 millions de dollars sur 80 à 100 millions de dollars potentiels.

En effet, le marché africain représente 1,5 milliard de dinars pour la SNVI qui se prévaut d'offrir des produits ciblés et adaptés aux besoins effectifs des pays africains. Tout en bénéficiant d'un réseau de 500 sous-traitants et équipementiers nationaux et de droit algérien que la société nationale a développé.

Ainsi, dans le cadre de son plan de charges, la SNVI a engagé des discussions avec ces mêmes pays et d'autres. Ces discussions portent sur l'exportation de 300 véhicules de transport, équipements et pièces de rechange pour un volume de 30 millions de dollars. Soit un chiffre d'affaires de 60 millions de dollars en perspective. Cela étant, le financement des opérations d'exportation pose problème et freine quelque peu le développement de ces relations commerciales.

Malgré la contribution de la Banque islamique de développement (BID) avec une dizaine de millions de dollars, et le paiement cash de certaines pièces de rechange, des clients africains éprouvent des difficultés à financer leurs importations. Il s'agit donc, dira Mokhtar Chahboub, de «voir comment résoudre ce problème» et agir en vue d'intéresser la Banque africaine de développement (BAD) et autres institutions financières.

Institué en novembre 2001, le CDAA est une association à but non lucratif et œuvre, selon son président, à développer les liens de coopération entre les capitaines d'industrie et les marchés africains.

C. B.